

- L'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'UE, ce 1<sup>er</sup> juillet.
- La chancelière Merkel était déjà au poste lors de la précédente présidence, en 2007.
- Elle aborde celle de 2020 en position de force, alors que l'Union attend beaucoup d'elle.

# Angela Merkel, l'inamovible

Portrait Olivier le Bussy

Un peu moins de treize années séparent les deux photos. La première a été prise à Berlin lors du sommet organisé par la présidence allemande de l'UE de 2007, pour célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire des traités de Rome et relancer le moteur européen, calé par le rejet du traité constitutionnel par les Français et les Néerlandais. La seconde date du sommet européen bruxellois de décembre 2019. La photo de 2007 est un vestige d'un monde disparu. Le président français Jacques Chirac n'est plus. Le Britannique Tony Blair a perdu le sourire, après que son pays a décidé de quitter l'Union européenne. Cinq Premiers belges ont occupé le 16 rue de la Loi depuis Guy Verhofstadt. Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker a pris sa retraite politique, après avoir dirigé la Commission européenne pendant le lustre écoulé. Également rangé des voitures, le Néerlandais Balkenende, l'Espagnol Zapatero... Plus aucun de ceux qui posent pour la postérité n'est en poste. Sauf elle. Treize ans plus tard, la chancelière allemande Angela Merkel, 65 ans, est toujours là. Et toujours à l'avant-plan, alors que son pays prend la présidence du Conseil des ministres de l'Union européenne ce 1<sup>er</sup> juillet, et jusqu'à la fin de l'année.

Berlin reprend la barre du navire Europe alors qu'il est ballotté par les vents mauvais. Se profile une crise économique d'une violence inédite depuis plus d'un siècle, provoquée par l'épidémie de Covid-19. Le contexte international est tendu et l'Union prend conscience que le monde extérieur ne lui veut pas que du bien. Tout reste à faire pour définir, d'ici la fin de l'année, les contours de la future relation avec le Royaume-Uni. Il faut accélérer la double transition numérique et économique... Mais encore: d'ici la fin du mois, les Vingt-sept sont censés trouver un accord unanime sur le budget européen 2021-2027 (qui devra être approuvé par le Parlement européen) et sur le plan de relance de 750 milliards d'euros proposé par la Commission.

“Les défis sont considérables. C'est une bonne chose d'avoir l'Allemagne à la manœuvre. C'est la présidence qui tombe à pic pour faire avancer des dossiers lourds et majeurs”, pointe un diplomate d'un autre État membre. L'Allemagne peut s'appuyer sur son expérience de pays fondateur et sur le poids politique que lui confère son double statut d'État le plus peuplé et de locomotive économique de l'Union. Un autre de ses atouts majeurs est l'habileté politique de celle qui la

dirige depuis quinze ans. “Merkel a tout vu, connaît tout, tout le monde, a vécu toutes les crises. Elle a une longueur d'avance par rapport aux autres”, rappelle une autre source européenne. “Elle a la bouteille et les épaules”, approuve le premier diplomate.

De plus, plusieurs conditions sont réunies pour que les six mois de la présidence allemande soient productifs. “Angela Merkel est en fin de mandat, il faut agir face à une situation extraordinaire, il y a une Allemagne à la présidence de la Commission, un président français qui a besoin d'Europe et beaucoup d'idées”, égrène la politologue allemande Ulrike Guérot de l'Université du Danube, à Krems, en Autriche.

## La résurrection politique

Pourtant, il y a peu encore, la chancelière, reconduite au pouvoir pour un quatrième mandat en mars 2018, semblait s'enfoncer dans l'atmosphère morose d'une fin de règne. Son parti, l'Union démocrate-chrétienne (CDU) avait remporté une victoire à la Pyrrhus lors des élections fédérales de 2017, à l'issue desquelles le parti d'extrême droite AfD est entré au Bundestag. Faute d'alternative, Angela Merkel a dû (re)nouer une coalition par défaut avec les sociaux-démocrates du SPD. L'organisation de sa succession à la tête de la CDU a viré au fiasco. Ansgar Krampe-Karrenbauer, que la chancelière avait poussée au faite du parti, n'y a tenu que dix-huit mois. C'est certes à Ursula von der Leyen, une autre de ses proches, que les leaders des Vingt-sept ont confié la présidence de la Commission. Mais c'est le président français Macron, et non Angela Merkel, qui avait initié la manœuvre. La chancelière n'a même pas pu approuver ce choix au Conseil européen, le SPD l'ayant contrainte de s'absentir.

“Elle était politiquement extrêmement affaiblie il y a quelque mois, et elle a complètement renversé la situation”, observe, admiratif, un autre diplomate européen. L'épidémie de Covid-19 n'a pas épargné l'Allemagne, mais la crise sanitaire y a été mieux gérée qu'ailleurs. Pour voler au secours de l'économie allemande, le gouvernement a déployé près de 500 milliards d'aides directes, faisant au passage exploser le tabou de l'orthodoxie budgétaire. “L'efficacité du gouvernement allemand dans la gestion de la crise

donne à Angela Merkel énormément de crédit auprès de son opinion publique et de ses collègues”, souligne une des sources européennes.

## Un revirement guidé par le pragmatisme

C'est parce qu'elle est solidement remise en selle en politique intérieure qu'Angela Merkel a pu se permettre d'opérer un revirement inattendu, pour ne pas dire inespéré, au niveau européen. Alors qu'elle le battait froid, elle a accepté la main tendue par le président français Macron pour proposer la création d'un plan de relance de 500 milliards d'euros, alimentés par des emprunts européens, à délivrer sous forme d'aide directe, en premier lieu aux pays (du Sud) où les conséquences économiques de la pandémie se font le plus durement ressentir. Forte du soutien de Paris et Berlin, la Commission a pu à son tour proposer un plan de 750 milliards dont les contours recourent ceux de l'initiative franco-allemande.

Angela Merkel a donc accepté de briser le tabou de la mutualisation des dettes, considérée comme une hérésie en Allemagne. Par pragmatisme. Tous les observateurs en conviennent: la chancelière a opéré ce changement de cap parce qu'elle a compris que la crise actuelle faisait courir à l'Europe un péril existentiel et que l'Allemagne serait gravement

affectée par un échec du projet européen. “Angela Merkel est consciente de l'interdépendance allemande avec le reste de l'Union. Elle sait qu'aider les autres, c'est s'aider soi-même”, glisse un responsable politique européen. La priorité allemande est de sauver, de stabiliser et de renforcer le marché intérieur et la zone euro qui ne survivraient pas si une partie des divergences économiques entre États membres s'accroissent parce qu'une partie de l'Union dévisse économiquement.

“Il y a en Allemagne, un travail effectué pour retourner une opinion publique à laquelle on a martelé pendant dix ans qu'elle paie pour les autres”, se félicite Ulrike Guérot. C'est un changement complet de l'approche allemande qui avait prévalu lors de la crise de la zone euro. La chancelière et son ministre des Finances d'alors, Wolfgang Schäuble, avaient monnayé au prix fort le soutien financier de l'Union, et donc de l'Allemagne, accordé aux pays qui y

*“Elle a tout vu, connaît tout le monde, a vécu toutes les crises. Elle a une longueur d'avance par rapport aux autres.”*

Un diplomate européen



Les chefs d'État et de gouvernement entourent Angela Merkel lors du sommet de Berlin, sous présidence allemande, le 25 mars 2007. À part la chancelière, plus aucun n'est encore en poste aujourd'hui.

PATRICK KOVARIČI/ADP

**“Angela Merkel a fait beaucoup pour l'Europe, sans faire avancer l'Europe.”**

**Ulrike Guérot**  
Politologue allemande, spécialiste des questions européennes

## 4

### présidents français pour une chancelière

Depuis qu'elle a pris la tête du gouvernement allemand, en novembre 2005, Angela Merkel a travaillé avec quatre présidents français : Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron. Elle a connu cinq Premiers ministres belges (Guy Verhofstadt, Yves Leterme, Herman Van Rompuy, Elio Di Rupo, Charles Michel et Sophie Wilmès) et trois présidents de la Commission (José Manuel Barroso, Jean-Claude Juncker et Ursula von der Leyen).



CONSEIL EUROPÉEN

Photo de famille lors du sommet européen à Bruxelles, le 12 décembre 2019. Angela Merkel (en orange) est toujours là, à l'avant-plan.

avaient fait appel. Les pays sous programme d'assistance financière, la Grèce en particulier, avaient dû accepter en contrepartie de mener des plans d'austérité drastique et d'adopter des paquets de réformes. “À l'époque, Merkel n'a pas opté pour l'empathie vis-à-vis des Grecs parce que l'opinion publique allemande était convaincue qu'il y avait en Europe les gaspilleurs du Sud et les économes. Heureusement [le président français] Hollande a mis tout son poids dans la balance, sans quoi elle était peut-être prête à pousser la Grèce hors de la zone euro”, rebobine un proche des discussions.

Pendant une décennie, Berlin a joué la carte de “l'Europe allemande” davantage que celle de “l'Allemagne européenne”. “Les autres pays se sont couchés, en grinçant des dents”, rappelle Ulrike Guérot, soulignant que l'intransigeance de Berlin a suscité surtout au Sud de la méfiance et du ressentiment.

### Prudence et décisions radicales

Lors des années 2010-2012, on a aussi reproché à la chancelière d'avoir tergiversé avant d'accepter de faire ce qui était nécessaire pour assurer la pérennité de la zone euro. “Quelqu'un est-il capable de dire ce que Mme Merkel veut, exactement?”, soupirait à l'époque un responsable européen. “Elle aurait dû agir beaucoup plus rapidement, mais je suppose qu'elle avait fait ses propres calculs de politique domestique. Au final, elle a été assez habile pour ne pas que l'euroscepticisme explose en Allemagne”, tout en acceptant la création des fonds de secours de la zone euro et les plans d'aide, rappelle un des insiders.

Ainsi est la physicienne de formation: “Elle aborde les questions politiques avec une approche scientifique. Elle observe le problème sous toutes ses facettes, réfléchit, mesure, se montre hyperprudente parce qu'elle sait son opinion publique réticente sur tel ou tel dossier”, détaille la même source. “Et à côté de ça, le paradoxe est qu'elle peut prendre des décisions radicales: en ouvrant les portes de l'Allemagne aux réfugiés (le *Wir schaffen das* de 2015, Ndlr), en décidant presque du jour au lendemain de l'abandon du nucléaire (après l'accident de Fukushima, Ndlr), en acceptant maintenant une mutualisation des dettes qu'elle avait toujours refusée. Elle prend ses décisions seule, au moment où elle juge qu'il y a une opportunité. Et elle parvient à les imposer à son gouvernement ou aux autres États membres”, s'étonne un des diplomates interrogés. Quitte à provoquer des dégâts collatéraux: l'accueil de 800 000 réfugiés “était une position de rigueur morale plus que d'intérêt économique”, assure le même interlocuteur, non sans déplorer “qu'on en subisse encore les conséquences aujourd'hui”. Certains pays ont estimé que Berlin leur forçait la main pour accueillir des quotas de réfugiés. Depuis, la question de l'asile empoisonne les relations entre États membres. “C'est le côté faustien de Merkel: elle veut le bien, elle fait le mal”, grince Ulrike Guérot.

### Une présidence comme bouquet final

Angela Merkel a souvent été surnommée “la reine de l'Europe”, même si elle doit essayer le reproche récurrent d'avoir été une “Européenne tiède”, qui a moins fait progresser le chantier de l'intégration que son mentor et prédécesseur, Helmut Kohl. “Elle a fait beaucoup pour l'Europe, sans faire avancer l'Europe”, calibre Ulrike Guérot. “Elle est très forte quand il s'agit de stabiliser l'Europe, mais n'a pas de vision utopique de ce que le projet européen pourrait devenir”, poursuit la politologue. “Elle a chaque fois impliqué son pays dans les grandes crises dans le sens de la solution, pas du blocage. Elle a joué la carte européenne avec les cartes qu'elle avait en main, sans penser trop à l'avenir. C'est une maîtresse tacticienne mais pas une stratège”, confirme une des sources européennes.

“C'est injuste de la comparer à Kohl. Les époques sont différentes”, corrige un des diplomates. La présidence allemande de l'Union offre à Angela Merkel l'occasion d'étoffer son héritage européen et d'entrer dans les annales non seulement comme un capitaine qui brave la tempête mais aussi comme un guide qui a contribué à ouvrir de nouveaux horizons.